



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION












MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Modernisation et mise en place de l'automatisation
de l'écluse de Foug et du tunnel attenant amont**

Date et heure limites de réception des offres :
vendredi 21 mars 2025 à 15:00

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage
Bâtiment Skyline
169 rue de Newcastle
CO 80062
54036 NANCY Cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Modernisation et mise en place de l'automatisation de l'écluse de Foug et du tunnel attenant amont
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Avec
	PSE	Sans
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Négociation	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Dispositions relatives à la sous-traitance.....	6
2.3 - Variantes	6
2.4 - Développement durable	6
3 - Les intervenants	7
3.1 - Représentant du maître d'ouvrage	7
3.2 - Maîtrise d'œuvre	7
3.3 - Contrôle technique.....	7
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Conditions relatives au contrat	8
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	8
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	8
5 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE).....	8
6 - Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 - Documents à produire.....	9
6.2 - Présentation des variantes	11
6.3 - Visites sur site	11
6.4 - Usage de matériaux de type nouveau.....	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	12
7.1 - Transmission électronique	12
7.2 - Transmission sous support papier	13
8 - Examen des candidatures et des offres	13
8.1 - Sélection des candidatures.....	13
8.2 - Attribution des marchés.....	13
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	14
9 - Renseignements complémentaires.....	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	14
9.2 - Procédures de recours	15

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Modernisation et mise en place de l'automatisation de l'écluse de Foug et du tunnel attenant amont

L'opération de Modernisations des Méthodes d'Exploitation du site de Foug consiste à :

- * restaurer ou remplacer les vantaux de l'écluse 14,
- * remplacer la mécanisation existante par la mise en place d'une mécanisation hydraulique,
- * restaurer le génie civil de l'écluse 14 et du vannage central,
- * sécuriser l'exploitation du tunnel,
- * mettre en place les éléments de l'automatisation de l'exploitation du site (écluse + tunnel).

Lieu(x) d'exécution :

Les travaux sont à exécuter sur le site qui est situé entre la commune de Foug (54205) et la commune de Lay-Saint-Remy (54306).

54570 Foug

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont divisées en 7 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Tranche Ferme : Restauration de l'écluse et remplacement de la mécanisation La tranche ferme porte notamment sur la remise en état des portes avec notamment le remplacement de la protection anticorrosion existante, le remplacement de la mécanisation existante par une mécanisation hydraulique, ainsi que la restauration du génie civil de l'écluse.
TO001	Tranche Optionnelle n°1 : Sécurisation du tunnel La tranche optionnelle n°1 porte notamment sur les aménagements des accès, la refonte des alimentations électriques et la sécurisation de l'exploitation (signalisations, barrières, etc.) du tunnel de Foug.
TO002	Tranche Optionnelle n°2 : Automatisation et modernisation de l'exploitation de l'écluse et du tunnel La tranche optionnelle n°2 porte notamment sur la mise en place du matériel fournis par VNF (caméras, interphonie, etc.) la participation à la mise en service et au essais de l'ensemble des matériels.
TO003	Tranche Optionnelle n°3 : Fabrication et livraison d'une porte aval neuve La tranche optionnelle n°3 porte sur la fabrication et la livraison sur site d'une porte aval neuve. La protection anticorrosion aura été réalisée en usine.

Tranche(s)	Désignation
TO004	Tranche Optionnelle n° 4 : Fabrication et livraison d'une porte amont neuve La tranche optionnelle n° 4 porte sur la fabrication et la livraison sur site d'une porte amont neuve. La protection anticorrosion aura été réalisée en usine.
TO005	Tranche Optionnelle n° 5 : Restauration de la porte aval déposée La tranche optionnelle n° 5 porte sur les travaux de réparation des structures métalliques et de la mise en place d'une nouvelle protection anticorrosion de la porte aval déposée.
TO006	Tranche Optionnelle n° 6 : Restauration de la porte amont déposée La tranche optionnelle n° 6 porte sur les travaux de réparation des structures métalliques et de la mise en place d'une nouvelle protection anticorrosion de la porte amont déposée.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45259900-6	Modernisation d'installations
45248000-7	Travaux de construction d'ouvrages hydromécaniques
44212383-7	Portes d'écluse

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas listés et selon les modalités prévues à l'article R.2142-6 du code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupement mentionnées supra, l'un des opérateurs économiques, désigné dans la candidature et l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Dispositions relatives à la sous-traitance

L'article R.2193-1 de la commande publique dispose que le titulaire d'un marché public (de services ou de travaux ainsi que de fournitures nécessitant des travaux de pose ou installation ou comprenant des prestations de service) peut, dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique, la société peut présenter son ou ses sous-traitants à l'acheteur, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché en fournissant :

- Un formulaire DC4 (modèle joint et également disponible gratuitement sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) dûment complété mentionnant :
 - La nature des prestations sous-traitées ;
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lequel le candidat s'appuie.
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché public dont il assure l'exécution, par application de l'article R.2193-10 du code de la commande publique.

Le titulaire demeure l'unique responsable, vis-à-vis du maître d'ouvrage, de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, y compris s'agissant des prestations sous-traitées.

2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes :

Une variante peut être proposée concernant la remise en service du système de vannage d'épargne.

Le système de vannage d'épargne est constitué de deux liaisons entre le sas de l'écluse 14 et le sas de l'écluse 14 bis. Chaque liaison se compose :

- * d'une vanne principale fonctionnant dans les 2 sens qui autorise ou non le passage de l'eau d'un sas à l'autre,
- * de deux vannes de secours, permettant d'isoler la vanne principale,
- * d'un conduit d'accès qui se termine par deux orifices débouchant sous le PES de chaque sas des écluses 14 et 14 bis.

Dans le cadre du présent marché de travaux, les prestations vont consister :

- * à déposer les vannes, à les sabler, et les repeindre avec la mise en œuvre d'une protection anticorrosion,
- * à remplacer les mécanismes de manœuvre,
- * à restaurer les guidages avec notamment la mise en place de bloc PEHD.

Les entreprises peuvent proposer une variante pour modifier et / ou simplifier le système actuel.



La réponse à la solution de base est obligatoire.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Article 2.4.1 - Clause sociale d'insertion obligatoire

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, VOIES NAVIGABLES DE FRANCE s'engage dans une politique volontariste d'insertion des personnes à la recherche d'un emploi et considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi.

En conséquence, l'Acheteur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer un lot du marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières et réserver dans l'exécution du marché, un minimum d'heures d'insertion, sur la durée du chantier, conformément à ce qui est demandé dans l'acte d'engagement.

3 - Les intervenants

3.1 - Représentant du maître d'ouvrage

Le représentant du maître d'ouvrage est le Directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'ouvrage de Voies navigables de France.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

ECOVEX SAS
34 rue Henri Regnault
92500 RUEIL-MALMAISON

Tél. : 0680533429
Courriel : etudes@ecovex.fr

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

La mission du contrôleur extérieur est notamment de contrôler les études d'exécution de l'entreprise attributaire du marché de travaux.

Le contrôle portera notamment sur les notes de calcul, les plans d'exécutions, et les solutions techniques retenues.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP (article 4).

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- La décomposition du prix forfaitaire n° 8 "Désamiantage de la porte amont"
- La décomposition du prix forfaitaire n° 56 "Aménagement des accès aux deux entrées du tunnel"
- Le sous-détail de prix unitaire n° 21 "Fabrication et pose d'un vérin de vantail"
- Le sous-détail de prix unitaire n° 34 "Réservation pour le tube d'amarrage de bateau"
- Le cadre du mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat

Obtention du DCE

En application de l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, les candidats peuvent télécharger le dossier de consultation des entreprises (DCE), à l'adresse internet du profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le règlement de la consultation est en accès libre sur ce site.

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux autres documents de la consultation n'est pas obligatoire. Toutefois, seule l'identification permet aux candidats d'être tenus informés automatiquement via la plate-forme des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il leur appartiendra de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Modification du DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Un extrait Kbis de moins de 3 mois	Non
Lettre de candidature DC1	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société (ou le membre du groupement éventuel) si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société	Non
En application de l'article L2143-9 du Code de la Commande Publique, le candidat devra préciser s'il est en redressement judiciaire et produire une copie du jugement prononcé, le cas échéant	Non
Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) accompagné de l'ensemble des éléments de candidature demandés afin d'apprécier la candidature dans sa globalité, le cas échéant	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration de chiffre d'affaire reprenant le CA des 3 dernières années afin d'apprécier la capacité économique et financière du candidat	Non
Le formulaire DC2	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Les références professionnelles et capacités techniques doivent être fournies pour la construction métallique (conception, calculs, réalisation)	Non
Les références professionnelles et capacités techniques doivent être fournies pour les systèmes hydrauliques de l'ouvrage (centrale et vérins hydrauliques).	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Habilitation du personnel destiné à intervenir : « SS3 » - Opération de retrait ou d'encapsulage de l'amiante ; « SS4 » - Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres "amiantes".	Non
Les références professionnelles et capacités techniques devront être fournies pour justifier de la compétence à respecter les procédures de mise en oeuvre de la protection anticorrosion (certification ACQPA ou équivalente)	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Le sous-détail de prix unitaire n°21 " Fabrication et pose d'un vérin de vantail"	Non
Le sous-détail de prix unitaire n°34 " réservation pour le tube d'amarrage de bateau"	Non
La décomposition du prix forfaitaire n°8 "Désamiantage de la porte amont"	Non
La décomposition du prix forfaitaire n°56 "Aménagement des accès aux deux entrées du tunnel"	Non
Le mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Le RIB du candidat	NON
L'attestation de visite du site de l'écluse de Foug dûment complétée par l'entrepreneur, signé par le représentant VNF de l'UTI du Canal de la Marne au Rhin Ouest ou de la DIMOA UO de Nancy, ou tout document, prouvant que le candidat s'est rendu sur place pour évaluer les enjeux et contraintes de travaux.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les sous-traitants peuvent être présentés au Pouvoir Adjudicateur pour acceptation lors de la soumission au marché public ou en cours d'exécution de ces marchés.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, le pli contiendra autant de sous-dossiers que de sous-traitants déclarés, comprenant les documents précités, ainsi que la déclaration de sous-traitance modèle DC4 (joint en annexe à l'acte d'engagement ou disponible gratuitement sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ou une lettre d'intention par le représentant du sous-traitant de mettre à disposition ses moyens qui sera confirmée par un DC4 au moment de l'attribution.

Il s'engage par ailleurs à fournir l'ensemble des justificatifs requis dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé.

6.2 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

6.3 - Visites sur site

Une visite sur site est préconisée.

Toute demande de visite devra être adressée par le biais de la plateforme PLACE dans la messagerie de la consultation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué de visite sera déclarée irrégulière.

Le dépôt d'une offre par un candidat implique de sa part une bonne connaissance du site et des installations existantes (écluse double 14 / 14bis et tunnel). Cette connaissance des lieux permettra notamment d'évaluer le temps nécessaire à la réalisation des travaux, d'appréhender les éventuelles difficultés d'accès, etc.

En outre, aucune revendication liée à une éventuelle méconnaissance du site et des lieux ne pourra être opposée à l'établissement lors de l'exécution du marché.

Les visites seront conduites sous l'autorité du représentant de VNF aux ordres duquel ils devront se conformer.

Lors de cette visite, il ne sera répondu à aucune question technique ou administrative concernant les caractéristiques techniques des installations en place ou tout autre renseignement relatif à la présente consultation ; les candidats désirant obtenir de tels renseignements formuleront leurs questions par écrit selon les modalités au présent RC, qui précise également les modalités des réponses qui seront apportées suite à ces demandes.

Les accès pour la visite se feront par voie terrestre.

En fin de visite, chaque candidat fera compléter par le représentant de VNF, l'attestation de visite jointe au dossier de consultation des entreprises.

L'attestation de visite est à joindre à l'offre.

6.4 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :
..... pendant le délai de
ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes :
"

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

Par application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'information sont effectués par des moyens de communication électronique.

Par conséquent, le candidat a l'obligation de transmettre sa candidature et son offre par voie dématérialisée (à l'exception de la présentation de maquettes, modèles réduits, prototypes ou échantillons éventuellement exigés dans les documents de la consultation).

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Non renseigné

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les candidats sont invités à signer l'acte d'engagement remis dans leur offre, cependant la signature de l'acte d'engagement au stade de l'offre est facultative. Une signature scannée, l'absence de signature électronique ou de signature manuscrite scannée de l'acte d'engagement ou l'absence de fourniture des pouvoirs et/ou délégations de signature, ne rendent donc pas l'offre du candidat irrégulière.

Le cas échéant, il sera demandé à l'attributaire au stade de l'attribution de signer l'acte d'engagement avec une signature électronique ou une signature manuscrite originale et de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	55.0 %
2-Valeur technique	35.0 %
2.1-Méthodologie proposée pour la réalisation de la prestation	50.0 %
2.2-Phasage et planning d'exécution détaillé	25.0 %
2.3-Le dossier portant sur les mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier (problématique "amiante et plomb", COVID 19, travaux en hauteur avec risque de chute, etc.)	25.0 %
3-Qualité des procédures mises en place pour la protection de l'environnement et la gestion des déchets proposées au SOPAE/SOGED	10.0 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /10.

Les critères sont notés sur 10.

Les sous-critères sont notés sur 10.

Les montants considérés sont ceux figurant dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaires en toutes taxes comprises.

Critère prix

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Autres Critère

Les méthodes utilisées pour la notation des autres critères sont les suivantes :

Le critère "valeur technique" de l'offre sera évalué et noté de 0 à 10 à partir du mémoire technique fourni par les candidats. Le mémoire technique comprend différentes parties qui permettent de juger les 3 sous-critères.

Les candidats auront renseigné les 4 chapitres du mémoire technique listés ci-dessous :

1 - Planification des prestations et moyens mis en œuvre pour la réalisation des travaux de la tranche ferme.

2 - Méthodologie et moyens mis en œuvre pour déposer les portes de l'écluse 14.

3 - Méthodologie et moyens mis en œuvre pour réaliser le désamiantage de la porte amont.

4 - Méthodologie et matériels hydrauliques proposés pour remplacer la mécanisation existante.

Il ne sera jugé et noté que les 60 premières pages du mémoire technique. Les candidats sont invités à positionner en annexe, en fin de mémoire, les notices techniques qu'ils souhaitent intégrer à leur document.

Le critère "Qualité des procédures mises en place pour la protection de l'environnement et la gestion des déchets proposées au SOPAE/SOGED" de l'offre sera évalué et noté de 0 à 10 sur la base des éléments fournis par les candidats.

Une appréciation moyenne sera faite à partir de l'ensemble des appréciations de synthèse décrites ci-dessus. Chaque appréciation sera littérale au moyen des qualificatifs ci-dessous.

Cette appréciation sera ensuite convertie en note au moyen de la table de correspondance suivante :

Non renseigné : 0 / Très médiocre : 1 / Médiocre : 2 / Insuffisant : 3 / Passable : 4 / Moyen : 5 / Satisfaisant : 6 / Assez bon : 7 / Bon : 8 / Très bon : 9 / Excellent : 10

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Une note globale sur 10 sera ainsi déterminée par la formule :

$(0,55 \times \text{note « prix des prestations »}) + (0,35 \times \text{Note « valeur technique »}) + (0,10 \times \text{Note « Qualité des procédures mises en place pour la protection de l'environnement et la gestion des déchets proposées au SOPAE/SOGED »})$.

8.3 - Suite à donner à la consultation

La présente consultation ne fera l'objet d'aucune négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Les candidats peuvent obtenir les renseignements administratifs et techniques complémentaires jugés nécessaires pour l'établissement de leur proposition en transmettant, au plus tard 11 jours avant la date limite de réception des offres, leurs questions en cliquant sur le lien « Poser une question » disponible dans le bloc « Question » de la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses apportées à ces demandes de renseignements complémentaires seront transmises, une fois rendues anonymes, sous la même forme et simultanément, au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres, à chacune des entreprises ayant retiré le dossier de consultation en s'identifiant et en précisant ses coordonnées via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Elles seront alors considérées comme faisant partie intégrante du DCE.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nancy
5 place de la Carrière
CO N° 20038
54036 NANCY CEDEX CO N° 20038

Tél : 03 83 17 43 43
Télécopie : 03 83 17 43 50
Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr